

Brochure n° 3287 | Convention collective nationale

IDCC : 1947 | **NÉGOCE DE BOIS D'ŒUVRE ET PRODUITS DÉRIVÉS**

**Avenant n° 17 du 18 février 2022**

relatif aux salaires minimaux  
à compter du 1<sup>er</sup> février 2022

NOR : ASET2250398M

IDCC : 1947

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FDMC,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC CSFV ;**

**CFDT FNCB ;**

**FG FO Construction ;**

**CFE-CGC BTP SICMA,**

d'autre part,

**Préambule**

Les partenaires sociaux ont ouvert la négociation salariale le 14 décembre 2021.

À l'issue de la seconde séance de négociation, le 18 février 2022, il a été décidé de réviser les minima conventionnels de la branche, comme suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application**

Le présent accord est applicable aux salarié(e)s qui relèvent de la convention collective nationale du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés.

## Article 2 | Grille de minima conventionnels applicable pour la durée légale du travail à compter du 1<sup>er</sup> février 2022

Valeur de point : 6, 53 euros.

Partie fixe en euros :	coefficient 100 :	989
	coefficient 105 :	959
	coefficient 110 :	931
	coefficient 115 :	903
	coefficient 120 :	873
	coefficient 125 :	852
	coefficient 135 et suivants :	811

Personnel ouvrier				
Niveaux et échelons			Coefficients	
Niveau 1		AB	100	1 642 €
Niveau 2	1 <sup>er</sup> échelon	C	105	1 644, 65 €
	2 <sup>e</sup> échelon	D	110	1 649, 30 €
Niveau 3	1 échelon	E	115	1 653, 95 €
	2 <sup>e</sup> échelon	F	125	1 668, 25 €
	3 <sup>e</sup> échelon	G	135	1 692, 55 €
Niveau 4	1 <sup>er</sup> échelon	H	150	1 790, 50 €
	2 <sup>e</sup> échelon	I	170	1 921, 10 €
	3 <sup>e</sup> échelon	J	200	2 117 €

Personnel administratif, commercial et technique			
Niveaux et échelons		Coefficients	
ACT 1		100	1 642 €
ACT 2	1 <sup>er</sup> échelon	110	1 649 €
	2 <sup>e</sup> échelon	120	1 657 €
ACT 3	1 <sup>er</sup> échelon	135	1 693 €
	2 <sup>e</sup> échelon	150	1 791 €
ACT 4		170	1 921 €
ACT 5	1 <sup>er</sup> échelon	190	2 052 €
	2 <sup>e</sup> échelon	210	2 182 €
ACT 6	1 <sup>er</sup> échelon	240	2 378 €
	2 <sup>e</sup> échelon	270	2 574 €
ACT 7	1 <sup>er</sup> échelon	320	2 901 €
	2 <sup>e</sup> échelon	370	3 227 €

Agents de maîtrise			
Niveaux et échelons		Coefficients	
AM 1		190	2 052 €
AM 2	1 <sup>er</sup> échelon	230	2 313 €
	2 <sup>e</sup> échelon	270	2 574 €
AM 3	1 <sup>er</sup> échelon	320	2 901 €
	2 <sup>e</sup> échelon	370	3 227 €

Cadres		
Niveaux	Coefficients	
C 1	280	2 639 €
C 2	360	3 162 €
C 3	420	3 554 €
C 4	460	3 815 €
C 5	480	3 945 €
C 6	510	4 141 €
C 7	550	4 403 €
C 8	600	4 729 €

### Article 3 | Valeur du point d'ancienneté

À compter du 1<sup>er</sup> février 2022, la valeur du point d'ancienneté est fixée à 7,06 euros.

### Article 4 | Clause de revoyure

Les partenaires sociaux s'engagent à ouvrir une négociation dans le mois qui suit la revalorisation du Smic en 2022.

### Article 5 | Égalité salariale entre les femmes et les hommes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, et à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération, conformément à l'article L. 2241-17 du code du travail.

### Article 6 | Entrée en vigueur. Dépôt. Extension

Le présent avenant, conclu à durée indéterminée, entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> février 2022.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

L'absence de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés se justifie par l'équilibre global et général des présentes grilles de minima qui s'appliquent aux entreprises et aux salariés de la branche, quelle que soit leur taille.

### Article 7 | Dénonciation, révision

Le présent avenant pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou y ayant adhéré dans les conditions prévues par le code du travail.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il pourra également être révisé dans les conditions visées à l'article L. 2261-7 du code du travail.

## **Article 8 | Adhésion**

Toute organisation syndicale représentative de salariés ainsi que toute organisation syndicale ou associations d'employeurs ou employeurs pris individuellement peuvent adhérer au présent texte.

Cette adhésion devra être notifiée à toutes les organisations syndicales représentatives de la branche et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

*Fait à Paris, le 18 février 2022.*

(Suivent les signatures.)